



JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA FEMME 2008



NATIONS UNIES

Fiche d'information

Investir dans les femmes et les filles

L'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes sont d'importants objectifs en soi. Mais leur réalisation est aussi la condition de l'avènement de sociétés plus saines, plus instruites, plus pacifiques et plus prospères. Quand les femmes sont pleinement émancipées et participent pleinement à la vie sociale, c'est l'ensemble de la société qui en profite. C'est la seule solution possible pour résoudre les énormes problèmes du monde actuel – règlement des conflits, consolidation de la paix et lutte contre le sida et pour réaliser tous les autres objectifs du Millénaire pour le développement.

— Ban Ki-moon, Secrétaire général de l'ONU

L'égalité des sexes a été reconnue par les États Membres comme un facteur essentiel pour la réalisation des priorités des Nations Unies en matière de paix et de sécurité, des droits de l'homme et du développement, y compris les Objectifs du Millénaire pour le développement. Au cours des dernières décennies, des accords atteints lors d'importantes conférences et réunions de l'ONU —telles que la Plateforme d'Action de Beijing, le Consensus de Monterrey et le Document Final du Sommet Mondial 2005 — ont poussé les organisations internationales et régionales à fournir des ressources suffisantes à des programmes soutenant l'autonomisation des femmes comme une priorité pour le développement économique. Afin de mettre l'accent sur les objectifs qui ont été atteints et sur les manquements qui demeurent toujours en matière de financement et de ressources eu égard à l'autonomisation des femmes, le thème de la Journée Internationale de la Femme 2008 est Investir dans les femmes et les filles.

SITUATION ACTUELLE

» Selon les estimations de la Banque Mondiale, 64 % des 867 millions d'adultes qui ne savent pas lire aujourd'hui sont des femmes. De plus, la majorité des 113 millions environ d'enfants âgés de 6 à 11 ans non scolarisés sont des filles. Des recherches montrent que 60 % des jeunes non scolarisés sont des filles.

» En moyenne, seuls 8.5 milliards USD des 26 milliards USD d'aides bilatérales ont été affectés à des secteurs et activités promouvant de manière explicite l'égalité des sexes en 2005-2006, selon le Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE. Les deux tiers de ces fonds ont été alloués aux secteurs sociaux, principalement les secteurs de la santé et de l'éducation, tandis qu'un pourcentage limité a été affecté à la promotion de l'égalité des sexes dans des domaines tels que l'agriculture, les infrastructures ou la finance.

» Investir dans les femmes et les filles dispose d'un effet exponentiel sur la productivité, l'efficacité et la croissance économique soutenue. Les femmes instruites disposent d'opportunités économiques plus nombreuses et sont davantage impliquées dans la vie publique.

» Les femmes instruites ont tendance à avoir des enfants en nombre inférieur et en meilleure santé, ces enfants étant eux-mêmes plus susceptibles d'être scolarisés. L'éducation

augmente également la capacité des femmes et des filles à se protéger contre le VIH.

» Les femmes réalisent des contributions de longue portée envers l'éradication de la pauvreté et le développement. Lorsque les femmes se voient offrir la possibilité d'accéder à l'éducation et aux ressources et de participer à la vie politique, non seulement leur qualité de vie est améliorée, mais les économies s'en trouvent également renforcées.

» Selon les estimations de la Banque Mondiale, une augmentation de 1% du nombre de femmes ayant reçu une éducation secondaire conduit à une augmentation de 0,3 % du revenu par habitant.

» Les femmes instruites et en bonne santé sont davantage capables d'entreprendre des activités productives et de recevoir des revenus supérieurs. Les investissements réalisés dans les femmes, ces mêmes femmes qui sont en charge de la future génération, fournissent des contreparties pendant des décennies.

» Les femmes plus instruites sont capables de profiter des nouvelles technologies et des opportunités qui sont créées par les évolutions économiques. L'accès croissant des femmes à la propriété foncière, au crédit et à d'autres ressources aug-

DES OPPORTUNITÉS PERDUES

- En Afrique, la quantité limitée d'opportunités en matière d'éducation et d'emploi pour les femmes réduit la croissance annuelle par habitant de 0,8%. Sans cette réduction du taux de croissance, les économies africaines auraient doublé au cours des 30 dernières années.
- La région Asie-Pacifique perd 42 à 47 milliards USD par an en raison des restrictions existant en matière d'accès des femmes aux opportunités de travail et 16 à 30 milliards USD par an en raison des inégalités des sexes en matière d'éducation, selon la Commission Économique et Sociale pour l'Asie et le Pacifique.
- Les pays qui ne parviendront pas à éliminer les disparités liées au sexe dans les secteurs de l'éducation secondaire et primaire d'ici 2015 – l'un des objectifs clés des objectifs du Millénaire pour le développement — pourraient voir leur taux de croissance par habitant perdre de 0,1 à 0,3 %.

mente leur bien-être ainsi que celui de leur famille et de leur communauté et réduit le risque de pauvreté.

» L'accès insuffisant des femmes au crédit, à la propriété foncière, aux soins et à la formation aux nouvelles technologies, les opportunités moindres qui leur sont offertes en matière d'éducation et d'emploi par rapport aux hommes et leur marginalisation dans le processus décisionnel n'affectent pas uniquement leur vie et la vie de leur famille, mais nuisent également au développement du capital humain et à la participation de la force de travail.

» Les femmes sont prédominantes dans les emplois faiblement rémunérés, de piètre statut, à temps partiel ou le travail à façon, qui limitent fortement les possibilités d'accès à la sécurité sociale. Même pour un travail similaire, les femmes reçoivent généralement une rémunération inférieure de 20 à 30 % à celles des hommes. La création d'emplois, la formation et le ciblage des crédits, en particulier pour les petites et moyennes entreprises à travail intensif, sont essentiels pour faciliter l'accès à l'emploi des femmes. Ces dernières contribuent à deux tiers des heures travaillées à travers la planète, mais reçoivent un dixième des revenus mondiaux et possèdent environ 1% des propriétés mondiales.

Budgétisation en fonction du sexe

L'analyse budgétaire en fonction du sexe s'étend au-delà des bilans pour déterminer si les schémas de revenus et de dépenses existant touchent différemment les hommes et les femmes. Cela ne signifie pas qu'il faut créer des budgets distincts pour les femmes ou prévoir l'accroissement des dépenses des programmes liés aux femmes uniquement. Cette analyse aide au contraire plutôt le gouvernement à comprendre la manière dont il doit ajuster ses priorités et réaffecter les ressources afin de remplir ses engagements en matière d'atteinte d'une égalité des sexes et de progrès sur les questions liées aux femmes. Au cours de la dernière décennie, plus de 50 pays ont lancé des initiatives de budgétisation en fonction du sexe, dont l'Australie, la Bolivie, l'Égypte, l'Espagne, le Mexique, le Népal, le Sénégal et la Tanzanie. (<http://www.un.org/womenwatch/daw/csw/csw52/OfficialDocuments.html>)

» Les manières dont les pays génèrent et dépensent leur revenu ont des impacts différents sur les femmes et les filles et les hommes et les garçons. Une analyse en profondeur des dépenses gouvernementales selon une approche en fonction du sexe a conduit à une augmentation de la programmation des budgets destinés aux femmes ou prenant en considération le sexe.

» Avec la participation de la société civile, des révisions transparentes des dépenses liant les fonds alloués aux objectifs de développement et aux impacts sur la population pauvre, en particulier les femmes, ont été entreprises.

» L'incorporation ou absence d'incorporation d'approches en fonction du sexe dans les investissements et les budgets nationaux a été surveillée et suivie.

» Des ministères et des administrations correctement financés, se concentrant sur le progrès des femmes, jouent un rôle crucial dans la gestion des finances publiques, y compris par le biais d'une interaction avec les ministères des finances et d'une planification des budgets nationaux. La création de partenariats avec des organisations de femmes, qui disposent d'une forte expérience sur le terrain, a enrichi la conception et le développement de telles politiques et stratégies.

PERSPECTIVES POUR L'AVENIR

» Il est estimé que les pays à faibles revenus auraient besoin de jusqu'à 23,8 milliards USD par an pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement concentrés sur la promotion de l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes d'ici 2015, ce qui se traduirait par 7 à 13 USD par an par habitant de 2006 à 2015, selon le CAD-OCDE.

» L'augmentation des ressources affectées à l'autonomisation des femmes contribuera à l'atteinte du développement et des Objectifs du Millénaire pour le développement, y compris les objectifs en matière d'éducation, de santé maternelle, de mortalité infantile, d'éducation primaire universelle, et d'autres encore.

» Cela nécessiterait un accroissement de la portion de l'aide au développement officielle ciblant spécifiquement l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes. Les flux de capitaux entrant et l'investissement étranger direct disposent du potentiel d'augmenter le financement de programmes destinés aux femmes si des politiques et des réglementations adéquates sont appliquées.

» Le Consensus de Monterrey demandait la réalisation d'investissements en fonction du sexe dans des infrastructures économiques et sociales et soulignait l'importance des plans de microfinancement et de crédit.

» Une participation supérieure des femmes à la prise de décision économique et financière est cruciale au développement de l'autonomisation des femmes.

» Les femmes constituent des acteurs essentiels du changement au niveau du développement et de l'éradication de la pauvreté. Pourtant, elles demeurent sous-représentées, en particulier dans des domaines tels que le commerce, les infrastructures et la finance. Ceci est souvent dû à des stéréotypes basés sur le sexe, à un manque d'opportunités et à des cadres institutionnels et légaux discriminatoires envers les femmes. Des objectifs concrets, des cibles, des quotas légiférés et des mesures spéciales temporaires devraient être établis ou renforcés.

» Une étape fondamentale pour l'augmentation de la participation des femmes à la gouvernance économique est l'incorporation, par les institutions financières, les banques, les agences de développement bilatérales et les organismes régionaux et internationaux, d'approches en fonction du sexe et des opinions des femmes dans l'intégralité du processus de développement de politiques économiques.

CE QUI EST UN PROGRÈS POUR LES FEMMES EST UN PROGRÈS POUR TOUS.

- Résolution de l'Assemblée Générale 60/1